economiesuisse

Pourquoi l'avenir de la politique agricole suisse se décide à Buenos Aires

D'après l'Union suisse des paysans, il n'est nul besoin de supprimer la protection aux frontières, puisque ni le TTIP ni l'OMC n'avancent sur la question de la libéralisation des marchés agricoles. Cet argument passe sous silence certains éléments. L'UE et les quatre pays du Mercosur (l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay) négocient un accord de libre-échange en ce moment. Cette situation appelle des mesures urgentes: dans l'éventualité d'un accord – et on peut partir du principe qu'un accord sera conclu –, les entreprises exportatrices suisses seraient en effet pénalisées par rapport à la concurrence européenne.

La Suisse mène également des négociations – mais elle n'est pas aussi avancée que l'UE et une issue heureuse est subordonnée à une réforme de sa politique agricole. **Le Brésil et l'Argentine, deux des principaux exportateurs de produits agricoles, ne signeront un accord de libre-échange avec la Suisse que s'ils obtiennent un accès équitable au marché agricole suisse.**

Les pays du Mercosur représentent un marché de 275 millions d'habitants. Pénalisée par des droits de douane élevé, leur industrie présente un potentiel de rattrapage élevé. Concrètement, les droits de douane s'inscrivent à 7% en moyenne, mais atteignent jusqu'à 35% pour certains produits. **Le potentiel de**

discrimination sera considérable si les exportateurs suisses continuent de devoir payer des droits de douane élevés quand l'UE disposera d'un accord. Les conditions sont favorables à des négociations, mais la fenêtre d'opportunité est plutôt courte. L'UE, pour sa part, a démarré ses négociations avec le Mercosur en 1999. Un accord est à portée de mains seulement aujourd'hui, car les actuels gouvernements brésilien et argentin misent désormais sur des libéralisations – le virage à ce sujet ayant été pris il y a deux ans seulement. Si la Suisse renonce à saisir cette chance, il se pourrait bien qu'elle manque une occasion. Si bien que la Suisse ne doit pas laisser passer cette opportunité.

La Suisse est le pays qui, après la Norvège, protège le plus ses produits agricoles aux frontières.

Au vu des intérêts de l'économie dans son ensemble, il est urgent d'agir. La Suisse est le pays qui, après la Norvège, protège le plus ses produits agricoles aux frontières. Il n'y a aucune raison de reporter encore des réformes attendues de longue date. **L'objectif devrait être des recettes supérieures sur les ventes et moins d'interventions étatiques.** Une telle approche permettrait de faire des concessions en faveur du Mercosur, placé actuellement sous la présidence du gouvernement argentin.